

La Belgique, comme un triangle à deux côtés

→ Entretien avec

Olivier Luminet, professeur de psychologie à l'Université catholique de Louvain-la-Neuve, maître-d'œuvre du recueil collectif *Belgique - België. Un État, deux mémoires collectives* (Éditions Mardaga, Wavre, 2012, publié également en néerlandais sous le titre : *België-Belgique. Een Staat, twee collective geheugens*).

(1) Historienne de la Première Guerre mondiale et spécialiste de la question des commémorations, en poste à l'Université catholique de Louvain-la-Neuve.

(2) Politologue, notamment spécialiste des questions de mémoire dans les relations internationales, en poste à l'Université catholique de Louvain-la-Neuve.

(3) Psychologues, spécialistes d'une approche psychosociologique de la mémoire collective, en postes à l'Université libre de Bruxelles.

(4) La communauté belge germanophone se situe à l'est de la Belgique, en province de Liège, dans l'arrondissement administratif de Verviers et sur les cantons d'Eupen et de Saint-Vith. Elle exerce ses compétences sur neuf des onze communes appartenant aux cantons de l'Est et compte environ 77 000 habitants. Français, néerlandais et allemand, si l'on tient compte des communes germanophones.

Habituellement, les recueils d'articles représentent l'aboutissement d'un colloque ou d'un appel à contributions, avec *Belgique - België. Un État, deux mémoires collectives*, ce n'est pas le cas. L'ouvrage s'inscrit dans un projet de longue durée. Les recherches d'Olivier Luminet l'ont conduit depuis une dizaine d'années à s'intéresser aux mémoires collectives, et c'est ainsi qu'il s'est retrouvé avec Laurence van Ypersele¹, Valérie Rosoux², Laurent Licata et Olivier Klein³ à organiser un séminaire intitulé « Mémoire collective, approches croisées », auquel ont contribué de nombreux spécialistes, ce qui leur a permis d'aborder, entre autres, les relations entre Allemagne et Tchécoslovaquie, les rapports mémoriels au Chili, les sentiments de honte et de culpabilité dans la mémoire collective. L'exigence du questionnement que poursuivent ces chercheurs les a naturellement menés à porter leur attention sur la Belgique, laboratoire mémoriel s'il en est. À cette occasion, ils ont été rejoints par des chercheurs flamands, Marnix Beyen pour l'historiographie, Elke Brems pour la littérature et par des psychologues cliniciennes, Susann Heenen-Wolff, Ariane Bazan, Anne Verougstrate ; la publication d'un dossier dans la revue anglophone *Memory Studies* marque une étape importante à la fois autoréflexive, d'ouverture pour la continuation du projet et d'interpellation d'un public extérieur. Il est à ce titre intéressant de noter que des trois langues fédérales⁴ – d'où l'idée de la Belgique considérée comme un triangle, c'est l'anglais qui est retenu pour publier leurs premiers résultats de cette démarche collective – autrement dit, une quatrième langue que nul ne devrait ignorer et où l'on est tous censés se rencontrer (quadrature linguistique). L'ouvrage ne passe pas inaperçu, il circule, on se le passe, on le lit, on se le lit, on l'apprécie, on le critique. Sur cette lancée, les éditions Mardaga, pour la langue française, et leur partenaire Snoeck, pour le néerlandais, publient simultanément les textes accompagnés de préfaces de Marc Reynebeau, historien de renom et journaliste au *Standaard*, le plus grand quotidien flamand, et de Xavier Mabille⁵. Le projet est d'autant plus pertinent que nous sommes entrés en période hautement commémorative de la Première Guerre mondiale, une des causes ou plutôt précisément un des points d'accroche des durcissements mémoriels dont pâtit toujours la Belgique.

Toutes ces raisons ont fait que sur le chemin d'un dossier sur les relations entre les groupes mémoriels, la rencontre avec Olivier Luminet était une étape nécessaire.



– Ijzertoren – tour de l'Yser.
Entrée du monument.
Diksmuide – Dixmude.

© Ph. M.

Philippe Mesnard, pour *Témoigner entre histoire et mémoire* : Ma première question porte sur la division linguistique. Ne peut-il y avoir de mémoire partagée que si l'on parle la même langue ? D'où une espèce de complexe endémique de la Belgique⁶.

Olivier Luminet : En tout cas, le dialogue des mémoires est plus compliqué certainement du fait de ces deux langues différentes et de la manière dont chaque personne va les maîtriser. Pour arriver à bien comprendre la langue de l'autre, il faut avoir acquis un niveau de connaissance dont peu disposent. On se trouve face à un obstacle quelque part infranchissable, car pour pouvoir parler subtilement de thématiques aussi émotionnelles que celles liées au passé de la Belgique, il faut posséder complètement la langue de l'autre, comme on possède sa propre langue maternelle, avec toutes ces finesses et ses nuances. Cette perte de nuance inhérente à l'emploi d'une autre langue risque souvent de provoquer une simplification de l'interprétation qui peut expliquer pourquoi, lorsque des gestes sont accomplis d'un côté, cela n'est pas admissible pour l'autre communauté et inversement. Par exemple, il y a quelques années, un grand collaborateur flamand a fait des excuses publiques concernant son attitude pendant la guerre. Cela a été immédiatement jugé irrecevable par tout le côté francophone : « c'est pas sérieux », « on peut pas le croire », « c'est pas honnête », « il n'est pas sincère »... Or, plusieurs observateurs ont noté un accent de sincérité dans les propos de cette personne... Pourquoi à un

(5) Il était Président du Centre de recherche et d'information socio-politiques (CRISP), un des principaux commentateurs de la vie politique belge. Il est décédé en 2013.

(6) Évidemment, il y a là, en germe, une question européenne. À quelles conditions une mémoire et, ce faisant, une identité, peuvent-elles être mises en commun si les groupes appelés à la partager ne parlent pas la même langue ? C'est d'ailleurs, une question d'identité, mais aussi de traduction. Il y a la réponse multiculturelle, certes, mais cela sous-entend que la mémoire est au-dessus des cultures, qu'elle les transcende.

La Belgique, comme un triangle à deux côtés (suite)

moment donné s'excuse-t-il ? Pourquoi tant d'années plus tard ? Que cela l'ait amené à une démarche publique déclarant : « Je m'excuse », ce n'est pas rien. Cet aspect a été totalement balayé par toute la presse francophone comme s'il s'agissait d'une attitude non crédible. Alors là, est-ce que la langue peut jouer ? Si les gens avaient pu saisir la subtilité des expressions, ils auraient peut-être pu mieux entendre cette déclaration et au moins essayer de comprendre son geste et d'ouvrir une réflexion.

À ce propos, n'est-il pas important de rappeler la distinction, mentionnée dans le livre entre *refoulement* et *dissociation* (chapitre écrit par Heenen-Wolff et coll.) ? Il y aurait tantôt l'un, tantôt l'autre, ce qui correspondrait à une construction psychologique et à un fonctionnement propre – ou à une névrose spécifique – par rapport au non-dit ?

Olivier Luminet : Lorsque j'ai pris connaissance de cette hypothèse, je me suis dit qu'il y avait des questions intéressantes à creuser. Évidemment, je connais mieux le côté francophone, pour lequel les auteurs suggèrent l'idée de refoulement. Il y a, par exemple, cette histoire si souvent entendue d'une famille flamande qui vient s'installer en Wallonie, rejette immédiatement sa langue d'origine et empêche toute transmission vers les générations suivantes, enfants et petits-enfants. Une jeune femme m'a ainsi déclaré : « D'abord, je n'ai pas compris pourquoi ma mère ne m'a jamais parlé néerlandais, mais, en plus, quand, à 12 ans, j'ai dit : "Maman, je veux

– Détail du monument de la Place Poelaert (Poelaertplein) à Bruxelles.



© Ph. M.

faire du néerlandais à l'école", elle me répond : "Il n'en est pas question, tu feras de l'anglais." » Cette personne rajoute : « C'est seulement maintenant que je suis adulte et que je lis votre livre que je peux comprendre son état d'esprit et pourquoi, à un moment donné, elle a voulu mettre de côté cette langue. Maintenant seulement, je comprends que ma mère associait cette langue au passé, à la pauvreté, à une période qu'il fallait oublier et qu'en parlant le français, par contre, elle pouvait acquérir un statut social enviable en Wallonie. » Il y a souvent eu un rejet complet chez ces immigrés flamands de Wallonie de ce qui avait existé avant. Paradoxalement, ce sont souvent des familles maintenant francophones, mais d'origine flamande et, donc, parlant le néerlandais, qui ont transmis à leurs enfants et petits-enfants ce rejet de la langue et de la culture flamande.

Suivant cette logique, le non-dit, ce serait toute une langue. Cela ne porte pas simplement sur des événements, mais sur le néerlandais tout entier qui passe dans le non-dit.

Olivier Luminet : Tout à fait. Mais cela n'est pas admis facilement. Pourtant, les gens racontent dans certaines occasions, quand ils se sentent plus à l'aise pour se livrer : « Quand j'étais jeune, on me disait : "Sale Flamand !" Dans la région de Liège, on disait : « *Maussi Flamain* ! » (Maudits Flamands) et cette expression est encore actuellement utilisée. C'était une expression que j'ai entendue prononcer par des gens qui ont maintenant septante ou quatre-vingts ans, et qui ont vécu cela quand ils sont arrivés enfants en Wallonie. Le réflexe était : « cachons ça [l'origine flamande] au plus vite », pour justement pouvoir s'intégrer dans ce nouveau monde.

La façon dont ces antagonismes se sont gelés n'est-elle pas le reflet de la difficulté de l'État d'instituer une nation unifiée ? D'une impossibilité de faire tenir, finalement, un État-nation à long terme ? Il est fait mention de cette hypothèse dans certains textes du recueil.

Olivier Luminet : La question est de savoir si c'est spécifique à la Belgique, ou bien si c'est une situation générale. Je dirais qu'une des particularités de la Belgique est de collectionner les évidences de la difficulté à former un État-nation. Les seuls éléments probants de cet État-nation sont extrêmement ténus. Par exemple, quand on examine de près l'organisation des commémorations de la Première Guerre mondiale, l'élément national est tellement « discret » que cela en devient ridicule. Sur les dizaines de commémorations qui auront lieu en 2014, l'État fédéral en organise deux ! Il y aura une grande commémoration à Liège puis à Mons le 4 août 2014, en présence du gouvernement fédéral et de chefs d'État étrangers, et encore une autre le 28 octobre, à Nieuport et Ypres. C'est tout. Pendant le reste du temps, ce sont les régions et les communautés qui prennent l'initiative d'organiser des dizaines de commémorations et d'événements divers. Ce qui est intéressant, c'est que les autres pays ont répondu à l'inauguration des commémorations de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Les entités fédérées semblent s'arracher les ambassadeurs, alors que la Belgique comme État est absente de ces commémorations. Pourtant, on parle d'un événement qui a concerné la Belgique tout entière. Il faut se rendre

La Belgique, comme un triangle à deux côtés (suite)

compte que la guerre s'est déroulée à une époque où la Belgique était un État très centralisé, il n'y avait pas de régions alors qu'aujourd'hui cette période très importante de notre passé n'est pensée que par ces régions/communautés qui mettent chacune un accent particulier dans lequel la Belgique est complètement diluée. On va parler des mêmes événements, mais avec une série de discours différents. Alors, ce qui sera intéressant, c'est de voir ce que chaque groupe linguistique va en retenir en fonction du type d'information à laquelle il aura été exposé. On doit bien se rendre compte que les médias sont tellement séparés en Belgique que cela va plutôt renforcer les différences entre les mémoires. Je n'ai pas encore entendu d'initiatives communes de médias francophones et flamands pour traiter ensemble de cette période. Les francophones vont voir les commémorations en Wallonie et à Bruxelles, les Flamands en Flandre, avec toutes les symboliques, toutes les images mises autour de chacune. Et les discours qui n'étaient déjà pas proches risquent d'être encore plus éloignés.

Ainsi, des événements qui auraient, dans d'autres pays, pour fonction de cimenter ou de raviver le sentiment national, ici, produiraient plutôt l'effet contraire. Ceci dit, le fonctionnement de la France, qui est centralisateur à l'excès, repose sur la production d'autres sortes de fiction...

Olivier Luminet : C'est qu'en Belgique il n'y a aucune imposition centrale d'une lecture de l'histoire ou d'une vue de l'histoire. Alors qu'en France, au contraire, c'est une imposition par le haut de l'histoire. L'exemple qui m'avait sidéré, c'est quand Nicolas Sarkozy avait demandé qu'on lise la lettre de Guy Môquet dans toutes les classes de France un jour spécifique chaque année. C'était vraiment le degré extrême de l'absurdité de penser qu'en lisant ce texte, tout d'un coup, la jeunesse française commencerait à s'intéresser au sort dramatique de ce jeune soldat et, par identification, aux douleurs endurées par tous les Français pendant la guerre. En Belgique, le contraste est frappant, il n'y a rien au niveau de l'État fédéral. Il n'y a pas de manuel d'histoire commun, il n'y a pas un enseignement commun de l'histoire. Chaque enseignant parle de ce qu'il veut sur ce qui s'est passé en Belgique durant la Première et la Seconde Guerre mondiale. Ce qui fait que de nombreux enfants n'ont jamais entendu parler à l'école de la collaboration idéologique ou économique, ou de la question royale. Une conséquence importante est que les histoires orales ont sans doute un rôle plus important que dans d'autres pays. C'est pourquoi je m'intéresse beaucoup avec quelques collègues à cette question de la transmission orale des souvenirs historiques. Comme il n'y a rien au niveau de l'histoire officielle par les manuels, l'histoire est plus souterraine, se formant plus souvent à partir de ces transmissions familiales. Et celles-ci sont propices à retenir des versions parfois très déformées de l'histoire. Si vos grands-parents n'ont eu de cesse de dénoncer l'État belge oppresseur des Flamands et responsable d'une répression exagérée des collaborateurs après la guerre et que ce fait n'est jamais démenti à l'école, il est alors très probable que vous le reteniez comme un fait acquis d'autant plus que ces souvenirs viennent de quelqu'un que vous appréciez particulièrement.

Comment fonctionnent-elles, ces transmissions orales, auxquelles vous vous intéressez ?

Olivier Luminet : On a commencé ce travail avec cinq familles francophones et nous avons également interviewé des familles flamandes. Nous interrogeons d'abord de façon individuelle chaque personne à propos de quatre aspects de la Seconde Guerre mondiale : le rationnement, les bombardements, la « question royale » et la collaboration. Une personne de chaque génération répond spontanément soit sur ses souvenirs à propos de chaque thématique dans le cas du grand-parent qui devait avoir au moins 8 ans à la fin de la guerre, soit sur ses connaissances pour la deuxième et la troisième génération. Il est frappant de constater qu'au niveau de la troisième génération, les connaissances sont extrêmement ténues. En termes quantitatifs, la troisième génération parle 10 fois moins longtemps que la première. Pour la deuxième, il reste encore un certain nombre d'informations, avec une variabilité d'une famille à l'autre. Mais il s'agit ici d'un travail préliminaire. Dans les études suivantes, il conviendra de distinguer plusieurs facteurs de variation. Par exemple, ce qu'il est très important de considérer est le lieu où ont vécu les témoins de la guerre. Si on considère la Première Guerre mondiale au sujet de laquelle je suis impliqué dans un nouveau projet de recherche avec des collègues historiens, psychologues, politologues et philologues francophones et flamands, il sera intéressant de voir si, sur une échelle de temps encore plus longue, des souvenirs plus vivaces se sont maintenus dans le cas des villes martyres où des massacres collectifs de civils ont eu lieu. J'ai le sentiment, en discutant avec quelques personnes qui sont originaires de ces villes, qu'il doit en rester quelque chose aujourd'hui : les sentiments antiallemands ou d'ambivalence par rapport à l'Allemagne sont encore très vifs même dans les plus jeunes générations alors que ce n'est plus le cas ailleurs. Ce sont des villes où, encore aujourd'hui, lorsque l'ambassadeur d'Allemagne s'y rend, on entend dire : « Il n'est pas question qu'on le rencontre, qu'est-ce qu'il ose venir faire chez nous ? »

L'exemple que vous donnez se situe du côté de la mémoire publique, et il est avéré que la mémoire individuelle est imprégnée de culture(s) collective(s) et s'inscrit dans des cadres socioculturels. Toutefois, entre le fonctionnement de la mémoire individuelle et celui de la mémoire collective, est-ce simplement un niveau d'échelle ? N'y a-t-il pas un fonctionnement de la mémoire individuelle qui ne peut pas permettre d'expliquer la mémoire collective, et inversement ?



– Ijzertoren – tour de l'Yser (détail avec inscription : « plus jamais de guerre ») Diksmuide – Dixmude.

La Belgique, comme un triangle à deux côtés (suite)

Olivier Luminet : En tout cas, aux deux niveaux, et là, je vais parler comme psychologue, on s'intéresse particulièrement à toutes les déformations des souvenirs. La psychologie montre que déjà au niveau individuel les événements vécus se transforment tout de suite. Même pour des situations tout à fait banales, la mémoire n'est pas le reflet de ce qui s'est passé. Les personnes, dans les minutes qui suivent un événement, l'ont déjà reconstruit. La reconstruction va très vite, peut-être plus vite que ce qu'on penserait dans d'autres disciplines. L'apport de la psychologie est de dire : la reconstruction est quasi immédiate. Par ailleurs, avant qu'il ne soit question de souvenirs, on ne perçoit pas chacun les choses de la même manière, on ne les voit pas, on ne les entend pas de la même façon. Puis, tout le processus de ressassement va aussitôt transformer le réel vécu : dès que l'on commence à parler avec les autres, on intègre sans s'en rendre compte certains éléments de leurs perspectives. La psychologie a largement contribué à montrer comment, de manière totalement inconsciente, on incorpore tout ce que l'on entend autour de nous et, pourtant, on a l'impression que c'est de notre histoire personnelle dont il s'agit. Ces aspects de reconstruction, qui fonctionnent à un niveau individuel, se passent également à un niveau collectif. Peut-être d'autant plus parce que le collectif nécessite déjà l'apport de toute une série d'individualités qui sont elles-mêmes le produit de plusieurs transformations. Quand on passe des souvenirs individuels aux souvenirs collectivement partagés, c'est-à-dire ceux vécus par un groupe, une communauté, un pays, la transformation et la reconstruction atteignent un niveau supérieur. On assiste à encore plus de brassage, de *rebrassage*, de réflexions et de réinterprétation. Reste l'interrogation essentielle : pourquoi certains événements plus que d'autres sont-ils reconstruits ? On peut donner une série d'explications. L'exemple des frères Van Raemdonck durant la Première Guerre mondiale est sans doute représentatif de transformations dans l'imaginaire collectif flamand. Il s'agit de l'histoire de deux frères catholiques d'origine rurale. Or précisément en Flandre on a pu observer une idéalisation de la ruralité et du catholicisme. On peut donc se dire que ce n'est pas un hasard si on s'est rappelé précisément de l'histoire de ces deux frères. C'est une explication qui tient, mais, en même temps, à certains moments, on peut se demander pourquoi certaines choses restent dans l'imaginaire collectif, plutôt que d'autres. Ce n'est pas nécessairement donné d'avance. Pourquoi des choses vont perdurer, ou bien acquièrent un statut aussi valorisé, aussi mythique, alors qu'au moment où ces événements ont lieu, en fait, il n'y avait vraiment aucun élément qui pouvait le laisser présupposer ?

Si on considère ces légendes à leur niveau collectif, vous semblez dire que ce qui fait le lien participe moins du rapport au réel que de la dynamique de reconstruction et de production de légendes, laquelle s'approvisionne notamment au réservoir des stéréotypes culturels. Je pense aux figures de l'action parmi lesquels trônent l'héroïsme et, notamment, l'héroïsme rebelle. D'où le succès d'un Tjil Uilenspiegel⁷ qui a été complètement approprié par la mythologie populaire flamande et détourné par certains mouvements nationalistes flamands comme le montre fort bien le chapitre de Marnix Beyen dans

l'ouvrage. À ce titre, on peut avancer que l'action, action volontaire et déterminée d'un groupe qui entend faire reconnaître ses valeurs, permet une mémorisation aisée. Ce qui n'aurait pas lieu, par exemple, dans le cas d'une population civile qui aurait subi des exactions passivement, parce que privée de tous moyens.

Olivier Luminet : L'action, effectivement, remplit un rôle essentiel dans la formation de la mémoire collective. Il y a de plus de plus d'études sur ce qu'on appelle en anglais l'*embodiment* et, en français, l'incorporation. C'est l'idée qu'il y a effectivement une trace plus forte en mémoire quand des aspects moteurs sont impliqués et, ce faisant, une action. Donc, l'action en tant que telle permet de mieux enregistrer les souvenirs. Ainsi, au niveau de la mémoire individuelle, des situations liées à une participation active de l'individu vont favoriser un meilleur souvenir. Par ailleurs, le degré d'émotions positives qu'on a ressenties au moment même d'un événement est un facteur contribuant à un meilleur ancrage de la mémoire. Quand on a vécu des situations difficiles, anxiogènes, de peur, on a plutôt tendance à mettre certaines choses de côté et, en tout cas, ça ne favorise pas l'ancrage de la mémoire. Les années passant, seules les émotions positives sont liées à un souvenir précis sauf dans le cas de situations traumatiques pour lesquelles on pourra avoir soit une reviviscence répétée de souvenirs intrusifs, soit une amnésie des éléments les plus douloureux. C'est ce qu'on appelle le « biais de positivité ». En général, on a plus intérêt pour son équilibre personnel à se souvenir d'événements agréables et les événements désagréables vont être plus facilement oubliés. S'ils sont négatifs, mais pas traumatiques, notre cerveau aura la volonté de les mettre de côté et, donc, nous nous en souviendrons moins bien, avec moins de précisions.

Le trauma est devenu un leitmotiv que l'on retrouve dans les discours de nombreuses disciplines et, désormais, dans le discours médiatique, comme si toute violence implique un trauma. Ne faudrait-il pas nuancer ?

Olivier Luminet : En même temps, je trouve que, dans notre recueil, l'hypothèse du chapitre clinique sur le trauma en Flandre est intéressante et mérite d'être creusée. Le contraste est bien mis en évidence dans le livre entre les aspects de collaboration généralement mis de côté, et l'accentuation sur les représailles de l'après-guerre et sur leurs excès. Le décalage est vraiment intéressant. On entend : « Les représailles ont été absolument terribles, insensées par rapport aux actes qui ont été commis » et, ensuite, quand on dit : « Discutons des actes effectivement commis pendant la guerre », on en revient aux représailles, sans arriver à discuter des actes. Cette séparation entre les deux aspects, cette difficulté à revenir aux souvenirs de la guerre et à ne rappeler que ceux qui l'ont suivie tendrait à montrer qu'il y a un phénomène très complexe s'expliquant par le caractère traumatique de la situation pour de nombreux Flamands. Or, un événement vécu de façon traumatique engendre une mémoire très particulière. Cette difficulté de faire le lien entre l'avant et l'après-guerre est liée à une ambivalence déjà présente durant la Première Guerre mondiale. Quand les Allemands ont dit aux Flamands : « On n'est pas que des envahisseurs, on est aussi vos cousins, on parle la même langue, on a la même culture, vous êtes oppri-

(7) Il existe plusieurs orthographes pour ce nom, notamment « Thyl Uilenspiegel ».

La Belgique, comme un triangle à deux côtés (suite)

més depuis le début de l'État belge. On vous propose que l'Université de Gand soit flamande, on va vous permettre de vous exprimer partout en néerlandais. » Si on se met dans la tête des nationalistes flamands à cette époque qui luttèrent depuis des années pour l'obtention de facilités culturelles, on peut comprendre qu'ils aient pu être tentés et que certains ont été séduits par l'idée. L'ambivalence a dû être extrême pour de nombreux Flamands. Les documents historiques⁸ montrent cependant que la plupart des nationalistes flamands ont refusé ces offres de l'occupant allemand. Mais je pense qu'ils n'ont pas dû dire « non » facilement. Ils ont fait face à un énorme dilemme. Et cette ambivalence a encore certainement des résonances et des traces dans certaines difficultés communautaires actuelles. Je trouve à cet égard fascinant de voir la position des résistants de la Seconde Guerre mondiale en Flandre. C'est sans doute la région d'Europe où les résistants sont les moins valorisés ! Car la résistance est liée à cet État belge qui, s'il n'est pas honni par tous, est en tout cas rarement apprécié.

Voulez-vous dire : aucune valorisation de la résistance durant la Seconde Guerre mondiale ?

Olivier Luminet : Oui, pour la Seconde Guerre mondiale, il n'y a pas de valorisation des résistants flamands. En revanche, on voit l'ambivalence envers les collaborateurs qui ont été réhabilités et même célébrés. Il y a là un élément central de notre histoire qui n'a pas pu être résolu. Mais en tant que francophone, et le livre tient également cette position, je pense qu'il est trop facile pour nous de juste dire : « Les Flamands nous demandent toujours l'amnistie, c'était des fascistes, point à la ligne. » Il existe un discours très cassant du côté francophone face à ce passé difficile. Un effort est à faire des deux côtés.

D'autant que les francophones ont eu leur Degrelle et le mouvement rexiste, et leur propre division SS. Sur le front de l'Est, il n'y avait pas que des SS flamands !

Olivier Luminet : Effectivement, ce n'est pas intégré dans la mémoire collective wallonne. De surcroît, la collaboration économique était présente en Wallonie, cela a clairement été établi.

Cela rejoint la question du refoulement (versus dissociation) évoquée différemment plus haut. Là, il y a bien du refoulé du côté francophone.

Olivier Luminet : Tout à fait. C'est pourquoi nous plaçons pour ce dialogue des mémoires. Alors, pour la réception du livre, quelques personnes nous ont fait remarquer : « Vous n'avez peut-être pas eu beaucoup d'échos en Flandre parce que votre livre a été considéré comme un bouquin belge. » Terrible injure aujourd'hui en Flandre, signifiant : « vous êtes des espèces de nostalgiques de la Belgique d'antan ! » Notre but n'est pas de privilégier une option politique ou une autre concernant la structure de l'État belge. Nous souhaitons par contre insister sur l'importance de se mettre tous à table pour faire état de ces différentes mémoires de notre passé. C'est un fait évident, il y a des mémoires divergentes, mais il n'y a rien de pire que

(8) Cf. par exemple, l'ouvrage de Sophie de Schaepdrijver, *La Belgique et la Première Guerre mondiale*, Berne, Peter Lang, 2006.



© Ph. M.

— Mur de mémoire sur le site de la tour de l'Yser.

de simplement les ignorer les unes, les autres, et chacun de rester dans sa réalité. Les Wallons ont besoin de savoir ce que c'est l'histoire des frères Van Raemdonck⁹, comme les Flamands ; chacun a besoin de comprendre ce qu'un mythe signifie, comment il a pu se construire. Et chacun a aussi besoin d'abandonner une partie de ses représentations, parfois complètement erronées par rapport aux faits.

Nous arrivons à la fin de cet entretien. Un point resterait encore à aborder. Il s'agit d'une opposition d'un autre type qui doit bien subsister dans les arcanes de la communauté néerlandophone, non pas à l'intérieur de la Belgique, mais quand même par rapport aux néerlandophones : c'est entre catholiques et protestants. Ce n'est pas abordé dans votre livre. N'y a-t-il rien à dire de la dimension catholique de l'identité flamande qui s'est constituée par rapport à cette autre différence, lourde d'histoire, vis-à-vis des protestants ?

Olivier Luminet : Effectivement, il y a une véritable différence. On entend dire : « Tiens, pourquoi les Flamands ne demandent pas un rattachement aux Pays-Bas ? » Là, il y a une différence, effectivement, identitaire très forte basée sur la composante religieuse. Le protestantisme est quasiment inexistant en Belgique et le mouvement flamand se fonde sur l'Église catholique. Il y a clairement un lien très fort entre les deux, de surcroît dans le milieu rural. Ce qui est fascinant, c'est de voir comment ces choses se perpétuent, puisque même en terme électoral les bastions de l'ex-CVP, maintenant CD&V, restent les campagnes. Les grandes villes, même dans une Flandre globalement à droite, sont pour l'essentiel plutôt à gauche. Cette forte différence campagne/ville est abordée dans le chapitre de Marnix Beyen, soulignant la valorisation de la ruralité en Flandre. L'identité rurale et catholique a pris le dessus et a dominé toutes les autres. Même si les identités urbaines se distinguent, l'imaginaire collectif flamand est centré sur la campagne. ■

(9) En suivant le récit qu'en rapporte Marnix Beyen, dans la nuit du 25 au 26 mars 1917, Frans Van Raemdonck, soldat flamand en poste sur le front belge de l'Yser tombe sous les balles allemandes alors qu'il porte Aimé Fiévez, un de ses compagnons d'uniforme qui était wallon. On imagine facilement combien les deux corps enlacés peuvent incarner un puissant symbole qui aurait pu alimenter la volonté d'en découdre avec l'ennemi allemand. Mais, non loin, Edward Van Raemdonck meurt également alors qu'il cherche son frère. Très vite, entre autres, par des dessins, des poèmes, des récits, une légende flamande naît voulant que les deux frères soient morts, en martyres, dans les bras l'un de l'autre. Le Wallon Fiévez disparaît alors de la scène (cf. Marnix Beyen, « Le souvenir comme parricide. L'univers commémoratif de la Flandre : produit et producteur d'histoire belge », in *Belgique-België*, op. cit., p. 75-92, pour cet épisode, p. 75-76.